



Légende.

UNIVERSITÉ ANNÉE ZÉRO

par des enseignants du département cinéma de l'université Paris 8

Une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) figure dans les projets du gouvernement pour les prochains mois. Les rapports des « experts » sont enfin devenus accessibles, mettant la communauté universitaire dans un mélange de désarroi et de colère. Leur lecture s'apparente pour nous, enseignants-chercheurs en cinéma, à l'expérience de M. Hulot dans *Playtime*, celle de la découverte d'un monde qui était pourtant le nôtre, celui de l'enseignement et de la recherche à l'université, totalement repensé, réorganisé, devenu inhabitable, et dans lequel, comme Hulot, nous sommes contraints de circuler à contre-courant, de squatter dans les angles morts et de réaménager l'espace trop bien ordonné pour y tracer des saillies moins étouffantes. On y trouve même quelques monuments dont la France serait « fière » — « sa culture, sa science, son humanisme » —, dont l'unique évocation en préambule de ces trois volumes entièrement dédiés à la rentabilité des savoirs, nous rappelle dans le film de Tati les reflets furtifs du Sacré-Cœur ou de la tour Eiffel : souvenirs lointains, fuyants, devenus inatteignables dans un monde dont les affiches touristiques vantent la parfaite uniformisation.

Évaluer, expertiser, contrôler

Tout a été dit, ou presque, sur la gestion managériale des enseignants-chercheurs prônés par ces rapports dont les auteurs assument le « darwinisme » avec une décomplexion digne d'une intelligence artificielle. Dans ce monde où la

recherche se résume à l'innovation au sens néolibéral du terme, tout laboratoire est une start-up en puissance dont l'accélération sera fonction des choix stratégiques déterminés au plus haut niveau de l'État, car « il s'agit pour la France de prendre sa place parmi les nations les plus innovantes, de recouvrer sa souveraineté et son indépendance dans certains secteurs stratégiques à fort contenu scientifique et technologique, et de faire croître son PIB », en bref d'envisager le savoir uniquement comme ce qui procure du pouvoir ou se mesure en part de marché. Quant à la méthode de reconquête proposée, elle est celle de la démarche qualité et du développement de produit telle qu'on l'enseigne en *business school*, novlangue anglicisée et statistiques comprises : améliorer, planifier, optimiser, responsabiliser, évaluer, ajuster, contrôler.

De fait, les sciences humaines et sociales et les arts sont les grands oubliés de ces rapports. L'idée suggérée est que nous sommes dans une situation d'urgence où la priorité n'est pas aux humanités ni aux disciplines artistiques, supposées inutiles ou sans intérêt économique immédiat, comme l'avancent ouvertement des gouvernements autoritaires comme ceux du Brésil du président Bolsonaro ou le Japon du premier ministre Abe. Ainsi se révèle l'hypocrisie d'une politique de la recherche sur un enjeu pourtant d'urgence mondiale, celui de l'écologie. Le « dérèglement climatique » fait partie des défis majeurs que nous aurions à relever selon les rapports, mais ce défi reste ici essentiellement « scientifique »,

sur la « prévision météorologique ou la prévision des risques naturels ». La question transdisciplinaire de la représentation de la catastrophe écologique et des puissances de l'image dans sa prise de conscience est totalement évacuée, alors même que le cinéma investit massivement cette problématique. De Kiyoshi Kurosawa à Abel Ferrara, de Kelly Reichardt à Lars Von Trier, le 7^e art ne cesse pas d'interroger la portée critique des images de l'effondrement climatique en cours : leur efficacité présumée comme l'inquiétante indifférence qu'elles suscitent. Alors, inutile de penser les images de ce « dérèglement » fondamental ?

Que proposent en substance les rapports préparant la LPPR ? Tout d'abord, un accroissement de l'insoupçonnable précarité du monde universitaire, où la majorité des enseignants est constituée de chargés de cours, payés une fois par semestre ou avec des mois de retard, et où une grande partie des personnels administratifs sont payés avec des salaires ne correspondant pas aux lourdes charges qui leur incombent. Ainsi, suivant le même cynisme avec lequel le gouvernement avait intitulé « Bienvenue en France » une mesure qui consistait à multiplier par dix les frais de scolarité des étudiants étrangers extra-européens, les rapports préconisent pour sortir de cette précarité massive de faire disparaître le statut de maître de conférences, l'un des rares statuts pérennes d'enseignant-chercheur permettant de travailler posément et dans la durée, pour les remplacer par des « tenure tracks » à la manière américaine, donc des CDD sans garantie d'embauche en fin de contrat, voire des « CDI de chantier » qui, « alignés sur la durée des projets de recherche » se termineraient en même temps que le financement du projet : « Le terme du projet (...) constituerait un motif de licenciement pour cause réelle et sérieuse, sans qu'il soit possible de remettre en cause la réalité de ce motif. » Cynisme qui rappelle à s'y méprendre le propriétaire sans vergogne d'un dépôt-vente nommé Cash dans *Gloria Mundi* de Robert Guédiguian, qui demande de façon douceuse à ses salariés de devenir des « premiers de cordée » avant d'en licencier certains sur le champ. De la même manière, la LPPR prétend remettre à l'honneur l'excellence de la recherche en France tout en creusant le tombeau.

Simplicité, agilité et vitesse

Une autre proposition des rapports est la différenciation des horaires d'enseignement entre les enseignants-chercheurs : celles et ceux jugés « bons » par les instances d'évaluation seraient déchargés de cours alors que les « mauvais » assureraient davantage d'heures en classe. On voit bien ce que cette proposition recouvre : l'enseignement n'est plus le lieu de transmission d'un savoir pertinent, toujours remis en jeu au contact de recherches vivantes et dans un dialogue constant avec les étudiants, mais littéralement un savoir « en boîte », qui ne se renouvelle pas, ne se réinvente pas, ne s'affine pas. À l'opposé des chercheurs « innovants », l'enseignant serait donc celui qui « sert la soupe », selon l'imaginaire de ces rapports ubuesques.

Il faut « gagner significativement en simplicité, agilité et vitesse », écrivent sans rire leurs rédacteurs en introduction, avant de déployer un argumentaire qui répond trait pour trait aux objectifs vantés par le vendeur automatique de la machine à nourrir dans *Les Temps modernes* : « Dépasser la concurrence, augmenter la production et réduire les frais généraux ! » Si Charlot lui-même, pourtant qualifié en « agilité » et en « vitesse », a bien

du mal à se remettre de ce taylorisme acharné, sa résistance fondamentale reste un exemple à suivre face au sort « inégalitaire et darwinien » qui nous est, à tous, promis. Nos « experts » ont raison d'assumer la référence darwinienne : la « concurrence vitale » est pour eux un bienfait, garanti par l'existence de « preuves », selon une source non référencée de l'OCDE citée dans une note (rapport 1, n.9, p.32), que « l'excellence scientifique est liée à la compétition entre les chercheurs, et que les scientifiques évalués par des standards internationaux compétitifs produisent une recherche de meilleure qualité ». Nous voici donc, dans leur esprit, alignés pour un « Que le meilleur gagne ! », pour une chasse à la performance dont nous serions aussi le gibier.

Et le bleu du ciel dans tout ça ?

Un mouvement de balancier caractérise globalement le cheminement argumentatif de ces trois rapports. D'une part, on loue la noblesse d'une recherche libérée de toute compromission avec des puissances de rentabilité qui lui imposeraient forcément des contraintes ; de l'autre, on avance le contraire pour insister sur la nécessité de trouver de nouveaux moyens pour le fonctionnement des laboratoires. Par exemple, le rapport 1 rappelle l'existence d'un « financement de base » des unités de recherche, mais au lieu de contribuer à le valoriser, ses rédacteurs en appellent à un autre, un « financement compétitif », celui-là même qui est « nécessaire comme outil pour choisir, par la voix et l'expertise de la communauté scientifique, les défis scientifiques à soutenir en priorité ». Là où l'on pourrait croire à la mise en place de moyens complémentaires, c'est le type de recherches auquel se destine le « financement de base » qui est en fait dénigré.

Le vocabulaire employé pour désigner ce financement témoigne du mépris dans lequel on tient les recherches qu'il favorise, à savoir cette « base "culturelle" de nos connaissances et la recherche poussée par la curiosité et la créativité ». Le terme anglais pour caractériser cette « curiosité » et cette « créativité » laisse songeur : il s'agit, pour les professionnels de l'expertise académique, de la « Blue Sky Research ». Autrement dit, la recherche de doux rêveurs — bien sûr issus des sciences humaines ou des disciplines artistiques — qui regardent l'horizon d'un ciel bleu dégagé des contraintes du temps et des tourments du monde. Les rapporteurs de la LPPR devraient plus souvent aller au cinéma ; ils découvriraient alors qu'il y existe de nombreuses figures esthétiques de la rêverie, lesquelles possèdent une portée politique qu'ils feignent en réalité de ne pas reconnaître. Quand Elem Klimov filme *Bienvenue ou accès interdit aux personnes non autorisées* (1964), il montre justement un enfant qui regarde le bleu du ciel depuis sa cour de colonie de vacances, tandis que le directeur de l'établissement annonce un discours lénifiant qui reprend les slogans du Parti communiste ; il semble rêver, être distrait, mais le détournement de son regard est bien une faille et une rébellion contre cette volonté de contrôler les esprits par les mots d'ordre d'un régime autoritaire. Il devient légitime de s'interroger sur les raisons de la marginalisation ainsi opérée de la recherche fondamentale, en sciences humaines comme en arts : et si l'objectif inavoué de cette réforme était de fabriquer une université où l'on ne crée pas, une université où l'on ne pense plus ?

ESTCA (Esthétique, sciences et technologies du cinéma et de l'audiovisuel), le laboratoire de recherche en cinéma de l'université Paris 8.